

LA PRESSE



ÉCONOMIE

LA BANQUE DU CANADA

FACE À UNE CROISSANCE MODESTE

PAGE 4

AFFAIRES

COMMERCE DE DÉTAIL
FRUITERIES
SOUS PRESSION
PAGE 4





RÉMUNÉRATION DES MÉDECINS

UN MONSTRE

Environ 80 % de la rémunération des médecins au Québec est fonction du type et du nombre d'actes médicaux dans une journée. Or, le système de tarification à l'acte est devenu un monstre. Les manuels de tarifs font 1330 pages, plus que partout ailleurs au Canada. Devant ce capharnaüm, le vérificateur général du Québec fait une vérification exhaustive à la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

UN DOSSIER DE NOTRE CHRONIQUEUR FRANCIS VAILLES EN PAGES 2 ET 3.

PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, ARCHIVES LA PRESSE



DISCOURS SUR L'ÉTAT DE L'UNION

OBAMA PROPOSERA D'IMPOSER D'AVANTAGE LES RICHES

PAGE 6

Barack Obama, Joe Biden et John Boehner

PHOTO ARCHIVES ASSOCIATED PRESS



PLANÈTE ÉCONOMIQUE

LE « MIRACLE INDIEN » RENAÎT

PAGE 6

Le premier ministre indien Narendra Modi

PHOTO ARCHIVES ASSOCIATED PRESS



RBC Banque Royale



Obtenez jusqu'à

9%

d'intérêt pour un terme de 3 ans, selon le rendement du marché*

TROIS CPG INTELLIMARCHÉ^{MC} RBC

Réduisez vos risques grâce aux rendements garantis¹.

Profitez de la croissance du marché et d'une protection complète du capital.

Composez le 1 866 783-4664 ou allez à rbc.com/valeur

* Le taux d'intérêt du CPG IntelliMarché bancaire canadien RBC, du CPG IntelliMarché services publics canadiens RBC et du CPG IntelliMarché américain RBC de trois ans est exprimé en taux d'intérêt par terme et dépend du rendement de l'indice boursier auquel il est associé, jusqu'à concurrence d'un rendement de 9 % par terme de trois ans. ¹ Vous êtes assuré d'obtenir un rendement minimal de 1,5 % par terme de trois ans. Le rendement est payable à l'échéance. Offre en vigueur jusqu'au 2 mars 2015. Pour obtenir des renseignements complets sur le produit, y compris sur la façon dont le rendement est calculé, allez à www.rbcbanqueroivale.com/produits/cpg/intellimarche-suite.html ou composez le 1 800 463-3863. © / ^{MC} Marque(s) de commerce de la Banque Royale du Canada. RBC et Banque Royale sont des marques déposées de la Banque Royale du Canada.

LA PRESSE AFFAIRES MÉDECINS

La rémunération à l'acte

Le vérificateur général passe le système de la RAMQ au crible



FRANCIS VAILLES

Quand un médecin de famille fait une excision de 3 centimètres pour retirer un grain de beauté, il facture souvent 14,70 \$ au gouvernement. À 5 cm, c'est 22 \$. Mais attention, chaque centimètre de plus inscrit sur la règle commande une hausse de tarif de 13,60 \$.

Bienvenue dans le système incroyablement tordu de la tarification à l'acte des médecins, qui coûte une fortune administrative aux Québécois. Chaque soin prodigué par le médecin est méticuleusement détaillé et codé dans un manuel, et chaque code réfère à un tarif.

Le manuel des tarifs des médecins de famille fait 498 pages et celui des spécialistes, 832 pages. De quoi rendre fou. Les tarifs varient selon la nature de l'intervention, l'âge du patient, le moment du rendez-vous, le type d'établissement, la ville et, bien sûr, le nombre de centimètres des excisions chirurgicales, entre autres. Les factures sont payées par la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Dans le milieu, on parle d'un monstre. Le système est à ce point complexe que même les médecins ont lancé

la serviette et confient la gestion de leur facturation à l'une des 214 agences privées nourries par le monstre. «Les médecins ne s'y retrouvent plus. Il s'agit d'une des plaintes les plus fréquentes de nos membres», admet le PDG de la Fédération des omnipraticiens du Québec (FMOQ), Louis Godin.

Par exemple, le tarif par centimètre d'excision diffère si le bobo est situé sur un bras, plutôt que dans le cou ou sur le nez. Et le tarif est majoré selon que l'opération est effec-

tuée en cabinet plutôt qu'à l'hôpital ou en région plutôt qu'à Montréal.

Le vérificateur général, comme chacun sait, a pour mandat de s'assurer que les fonds des Québécois soient judicieusement dépensés. Or, en voyant ce monstre, le vérificateur s'interroge, me dit-on. Deux questions l'obsèdent : pourquoi le système est-il devenu si complexe et, surtout, est-ce que la RAMQ est en mesure de contrôler les factures qu'on lui envoie ? Dit autrement, la RAMQ mesure-t-elle la longueur des excisions avant de payer ?

Un problème plus aigu au Québec

Le Québec n'est pas la seule province à gérer une multitude de tarifs, mais le problème y est plus aigu qu'ailleurs. D'abord, c'est au Québec qu'on retrouve la plus grande proportion de la rémunération à l'acte (80 %), bien davantage que dans le reste du Canada (50 %), par exemple.

Surtout, la dynamique des négociations a rendu le système de tarifs plus complexe qu'ailleurs. Certes, la comparaison entre le Québec et les

Ce n'est pas tout. En plus du *Manuel de facturation*, le reste de la convention collective des médecins de famille fait 730 pages contre 279 pages en Colombie-Britannique, par exemple.

Pas étonnant que les omnipraticiens du Québec disent passer 33 % plus de temps qu'ailleurs pour faire du travail d'administration, selon un sondage de l'Association médicale canadienne.

«À l'extérieur du Québec, il y avait une volonté plus grande de tenir compte des résultats. Aujourd'hui, le gros manuel de facturation n'a aucun sens. Il est un facteur important de dépenses pour les médecins, et cet argent public ne va pas en services aux patients», dit Laurent Marcoux, président de l'Association médicale du Québec.

La simplification du système de tarifs fait partie des discussions avec le ministère de la Santé depuis deux ans, indique Louis Godin, de la FMOQ. En particulier, le syndicat des médecins de famille cible la tarification pour les examens des patients, qui varie selon l'âge, la complexité, le lieu, etc. Essentiellement, on veut ramener à seulement huit la centaine de codes de tarification du manuel pour ces examens.

À voir la tension qui existe entre les médecins et le ministre Gaétan Barrette, parviendra-t-on à dompter le monstre d'ici la date butoir, fixée au 1^{er} avril 2016 ? Il est permis d'en douter.

«Aujourd'hui, le gros manuel de facturation n'a aucun sens. Il est un facteur important de dépenses pour les médecins, et cet argent public ne va pas en services aux patients.»

— Laurent Marcoux, président de l'Association médicale du Québec

tuée en cabinet plutôt qu'à l'hôpital ou en région plutôt qu'à Montréal.

Le vérificateur à la RAMQ

Devant ce capharnaüm tarifaire, le vérificateur général du Québec a entamé une vérification exhaustive. Une équipe de plusieurs comptables et médecins passe le système au crible depuis plusieurs mois.

«Il y a effectivement une équipe du vérificateur à la RAMQ pour analyser les tarifs de rémunération des médecins, me confirme la porte-parole du vérificateur, Lucie Roy. Aucune date n'a encore été fixée pour la publication du rapport.»

La prolifération des tarifs depuis le début des années 70 s'explique par le choix de rémunérer les médecins à l'acte. Au fil des négociations entre les médecins et le gouvernement, les deux camps ont voulu détailler la valeur de chaque acte, centimètre par centimètre, pour préciser la rémunération des médecins, ce qui a créé le monstre géré par la RAMQ. La situation serait plus critique dans le cas des médecins de famille.

Le patron des médecins de famille, Louis Godin, en convient. «Il y a eu une explosion du nombre de tarifs ces dernières années», dit-il.

autres provinces est difficile à faire. Au Québec, entre autres, les manuels de facturation sont séparés en deux – un pour les omnipraticiens et un autre pour les médecins spécialistes –, tandis qu'ailleurs, les deux groupes sont réunis dans un seul guide de facturation.

Tout de même, les deux manuels de tarifs au Québec sont nettement plus volumineux que les guides uniques ailleurs. Il faut l'équivalent de 1330 pages pour s'y retrouver au Québec contre 678 pages en Colombie-Britannique et 750 pages en Ontario. Parmi les grandes provinces, seule l'Alberta s'approche du Québec, avec 1281 pages.

J'accouche docteur, combien ça coûte ?

FRANCIS VAILLES

Combien un médecin est-il payé pour un accouchement ? Attachez vos tuques, ce n'est pas simple.

J'ai posé la question à la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ), l'organisme responsable de la rémunération des médecins. Or, après une semaine d'attente, deux entretiens téléphoniques et trois courriels, l'organisme n'avait toujours pas répondu avec précision.

Pour m'y retrouver, on m'a suggéré d'appeler le syndicat des médecins de famille, soit la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ). Après une longue discussion avec l'expert de la FMOQ, laissez-moi tenter de vous expliquer.

Variable selon l'heure

Mesdames, si vous accouchez à 18 h 30 le mardi de façon naturelle, le médecin recevra 462,25 \$. Par contre, il empochera 674,90 \$ si le bébé vient au monde trois quarts d'heure plus tard, à 19 h 15, ou s'il voit le jour un samedi avant minuit. Après minuit, c'est autre chose.

Ça va jusque-là ?

Maintenant, il est possible que le médecin vous prodigue des soins pendant une bonne partie du travail, mais qu'il ne soit pas celui qui, physiquement, fait sortir le bébé. Si tel est le cas, sa paye dépend de la raison pour laquelle il n'a pas participé à la délivrance du bébé.

Par exemple, si le médecin traitant doit partir parce qu'il a fini son quart de travail, il touchera... 462,25 \$. Et le médecin suivant sera aussi payé 462,25 \$, même si le bébé naît 15 minutes plus tard. Facture totale: 924,50 \$. Évidemment, il s'agit des tarifs en semaine de jour. Les tarifs de soir, de nuit et de fins de semaine sont différents.

Ça va toujours ?

Il est bien possible que le médecin traitant ne participe pas à la délivrance du bébé parce qu'il a besoin des conseils d'un autre médecin, pour toutes sortes de raisons. Dans un tel cas, il sera plutôt payé 308,15 \$. Et l'autre médecin ? S'il n'est pas gynécologue, il touchera probablement 462,25 \$. S'il est gynécologue, je vous invite à consulter le manuel de facturation des spécialistes, qui fait 832 pages.



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Le coût d'un accouchement au Québec varie notamment selon l'heure, le jour, la région, le nombre de médecins, leurs spécialisations et années de pratique.

Oui, mais si c'est une césarienne ? Le premier chiffre qu'on lit sur le manuel de facturation est 380,65 \$, mais attendez, la césarienne est-elle pratiquée par le médecin traitant ou un autre médecin ? Cet autre médecin, est-il un spécialiste gynécologue ? Et encore, la césarienne est-elle faite dans un cas complexe ou non ?

À tout événement, on peut penser que la majorité des césariennes requiert au moins deux médecins. Le cas échéant, la facture serait probablement de 842,90 \$ au total si l'opération est faite de jour, en semaine, sans spécialiste, sans complexité, sans hystérectomie et sans les frais de l'anesthésiste.

Capiche ?

Oui, mais en région ? Quoi en région ? Les tarifs sont majorés «dans les territoires insuffisamment pourvus de professionnels de la santé», afin d'inciter les médecins à y rester.

Le guide définit six régions éloignées, qui ont chacune des

taux de majoration différents. À Rimouski ou à Alma, les tarifs sont majorés de 15 % en cabinet et de 20 % en hôpital. Cette majoration est plutôt de 20 et 30 % à Val-d'Or, en Abitibi. Au lieu de 462,25 \$ à Montréal, ce sera donc 600,93 \$ dans un établissement de Val-d'Or.

Oui, mais l'expérience du médecin en région ? Quoi ? Eh oui, en région éloignée, le tarif des soins à l'acte est majoré selon le nombre d'années de pratique des médecins. Il faut donc ajouter aux tarifs de 5 à 10 % selon les années de pratique.

Vous comprenez maintenant pourquoi les frais d'administration du réseau de la santé sont monstrueux.

Oh ! j'oubliais. Si le projet de loi 20 du ministre Gaétan Barrette voit le jour, il faudra ajouter une autre couche de complexité à la rémunération, puisque la paye sera réduite de 30 % pour les médecins de famille qui ne suivent pas un minimum de patients...

CE QUE COÛTE UN ACCOUCHEMENT AU QUÉBEC ⁽¹⁾

(Tarifs prescrits par les médecins selon le *Manuel de facturation*)

> Accouchement naturel à Montréal le mardi à 18 h 30
462,25 \$

> Accouchement naturel à Montréal le mardi à 19 h 15
674,90 \$

> Accouchement par césarienne à Montréal le mardi à 18 h 30
380,65 \$ ou 832,90 \$

> Accouchement par césarienne à 2 h du matin
803,45 \$ ou 1184,10 \$

> Accouchement naturel à Rimouski le mardi à 18 h 30
– **577,81 \$** si le médecin a 20 ans de pratique ou plus
– **554,70 \$** autrement

> Accouchement à Val-d'Or le mardi à 18 h 30
– **647,15 \$** si le médecin a 20 ans de pratique ou plus
– **624,04 \$** si le médecin a entre 4 et 19 ans de pratique
– **600,93 \$** autrement

⁽¹⁾ Ces tarifs d'accouchement à l'hôpital sont des estimations, qui ne comprennent pas les tarifs de l'anesthésiste, le cas échéant, ni les frais possibles liés à l'intervention d'un spécialiste gynécologue ou autre.

Sources : *Manuel de facturation des omnipraticiens*, FMOQ et *La Presse*

est devenue un monstre



PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE

Le système de tarification à l'acte est tellement complexe que les médecins confient la gestion de leur facturation à l'une de 214 agences privées.

J'ai le pied enflé, docteur

FRANCIS VAILLES

Question quiz: si vous avez mal au bas de la jambe, combien le médecin facturera-t-il au gouvernement pour vous examiner?

Ceux qui pensent que la réponse est unique ont échoué. Il y a probablement une centaine de tarifs possibles pour un examen médical. Votre mal de jambe exige-t-il un examen ordinaire ou principal, complet ou complet majeur?

Le type d'examen et le tarif varient en fonction de la nature du mal, de l'âge du patient, de la région où il habite, du lieu de l'examen et de l'urgence ou non de la situation, entre autres.

Voyons voir. Un patient de 58 ans qui se rend voir un médecin pour une simple entorse à une cheville fera l'objet d'un examen ordinaire, c'est-à-dire lié au seul bobo en cause. Dans un centre hospitalier ou un CLSC, le tarif varie de 13,90 à 15,70\$. Par contre, si l'examen est fait en cabinet, le tarif sera de 19,90\$.

Pourquoi plus cher en cabinet? Pour tenir compte des frais que les médecins doivent engager pour leur cabinet (loyer, matériel, etc.).

à un tarif de 19,90\$, même si c'est pour informer le patient qu'il n'y a pas de fracture et qu'il faut mettre simplement de la glace. Et l'État paiera pour la radiographie, bien sûr.

« Le système de facturation à l'acte peut amener des médecins à faire des choix plus coûteux, à choisir des actes plus payants et non pas plus efficaces. »

— Laurent Marcoux, président de l'Association médicale du Québec

Attention, le tarif pour examiner l'entorse ne sera pas le même en cabinet si le patient a 60 ans plutôt que 58. Il grimpe à 21,20\$, mais curieusement, il ne change pas en centre hospitalier. Allez y comprendre quelque chose!

Oh! en passant, si l'entorse nécessite une radiographie, question de s'assurer qu'il n'y a pas de fracture, il y aura souvent une nouvelle rencontre avec le médecin traitant après la radiographie, donc un deuxième examen ordinaire.

Ce deuxième examen pourrait être sujet, encore une fois,

À l'autre bout du spectre, il y a l'« examen complet majeur », soit un examen plus complet que l'« examen complet » ou l'« examen principal » du manuel de facturation.

Le médecin doit alors interroger le patient sur ses antécédents personnels et familiaux et le questionner sur le fonctionnement de ses systèmes digestif, cardio-vasculaire, respiratoire, nerveux et autres. Un examen clinique des différentes parties du corps doit aussi être fait.

Un « complet majeur » dure généralement 45 minutes et

ne peut être facturé plus d'une fois par patient par année civile. Le tarif? Pour une personne de 59 ans ou moins, c'est 53,05\$ dans un centre hospitalier, mais 73,95\$ en

grandes villes, pas pour les six régions dites éloignées (Alma, Rimouski, Val-d'Or, etc.). Dans ces régions, les tarifs sont majorés de 10 à 40 %, selon le nombre d'années de pratique du médecin sur place et le lieu de l'examen. Les tables de majoration diffèrent dans chacune des six régions.

« Le système de facturation à l'acte peut amener des médecins à faire des choix plus coûteux, à choisir des actes plus payants et non pas plus efficaces », convient le président de l'Association médicale du Québec, Laurent Marcoux.

cabinet. Si le patient a plus de 80 ans, la facture grimpe à 93,05\$ en cabinet.

Attention, ces tarifs sont valables pour les plus

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES



Siân M. Matthews, présidente du conseil d'administration

Le conseil d'administration de la Société canadienne des postes annonce avec plaisir la nomination de Siân M. Matthews au poste de présidente du conseil.

Mme Matthews, qui a été nommée par le gouvernement du Canada, est membre du conseil depuis 2007. Elle préside également le Comité de contrôle des initiatives stratégiques, lequel est chargé de fournir à la Société des conseils stratégiques et en matière de gouvernance au sujet de son Plan d'action en cinq points, annoncé en décembre 2013, qui vise à assurer l'avenir du service postal en l'adaptant aux besoins changeants des Canadiens.

Mme Matthews est reconnue à l'échelle nationale dans les domaines de la planification fiscale, des fiducies et du droit régissant les organismes de bienfaisance. Elle contribue régulièrement à des revues de droit et participe aux présentations de conférences nationales et internationales sur le droit fiscal. Elle a été chargée de cours à temps partiel à la Faculté de droit de l'Université de Calgary, et elle siège également au conseil d'administration de la Calgary Municipal Land Corporation et de la Calgary Foundation.

Elle possède un baccalauréat ès arts de l'Université de Waterloo et un baccalauréat en droit de l'Université d'Ottawa; elle a été reçue au Barreau de l'Alberta en 1985.

Postes Canada est une société d'État fédérale dont les revenus annuels s'élèvent à environ 8 milliards de dollars et qui compte quelque 66 000 employés. La Société dessert plus de 15,5 millions d'adresses et livre 9,4 milliards d'articles par année, y compris près des deux tiers des colis que les consommateurs canadiens commandent en ligne.



postescanada.ca



PHOTO ARCHIVES BLOOMBERG

Si l'examen d'une entorse nécessite une radiographie, deux examens ordinaires sont normalement facturés à l'État, en plus des frais pour la radiographie.

LA PRESSE AFFAIRES

COMMERCE DE DÉTAIL

Des fruiteries sous pression

ISABELLE MASSÉ

Les ventes étaient en baisse, et la rentabilité n'était pas au rendez-vous. Groupe Épicia a donc décidé de mettre la clé dans 14 fruiteries (à Québec, Victoriaville, Drummondville et Granby) afin de se concentrer sur la rentabilité des 10 qui restent dans l'entreprise. Ces fermetures s'ajoutent aux six de l'an dernier. Cette dernière coupe, annoncée il y a une semaine, laisse-t-elle présager une période plus difficile pour les fruiteries? «Globalement, le marché est difficile, soutient Michel Charlebois, président de Groupe Épicia. La population augmente à un rythme inférieur à l'accroissement du nombre de pieds carrés de magasins. Et il y a une évolution de l'offre de produits frais dans les grandes chaînes. La différence de qualité entre les spécialistes et les généralistes s'est aussi amoindrie.» «La purge est en train de se faire, note Martin Prud'homme, propriétaire du distributeur JS Daoust. Il n'y a plus de place pour les fruiteries de deuxième qualité. Le client veut de la variété et de la qualité, comme il paie un peu plus cher.»

Questions de marges

Situation économique plus difficile conduisant à des achats plus réfléchis des consommateurs, hausse du prix des denrées, présence des grandes surfaces aux prix imbattables... Plusieurs raisons sont évoquées pour justifier les fermetures. «On a des Walmart, Costco, des pharmacies et des épiceries comme compétiteurs, énumère Michel Charlebois. Notre



PHOTO ARCHIVES BLOOMBERG

Depuis l'an dernier, pas moins de 20 fruiteries du Groupe Épicia ont fermé leurs portes, à cause notamment d'une forte compétition des grandes surfaces.

clientèle est sollicitée. Et on n'a pas une épicerie complète. On est un complément. On perd donc des transactions importantes.»

est un des facteurs de cette hausse notable. On essaie de s'expliquer les autres raisons, mais même nos fournisseurs ne savent pas précisément.»

soient des produits à transformer ou non. Donc, je suis obligé d'augmenter les prix.» «Les fruiteries assument la perte et doivent être compétiti-

«On a des Walmart, Costco, des pharmacies et des épiceries comme compétiteurs. Notre clientèle est sollicitée. Et on n'a pas une épicerie complète. On est un complément. On perd donc des transactions importantes.»

— Michel Charlebois, président de Groupe Épicia

«Le prix de la boîte de salades frisées vertes est passé de 30 à 56\$! s'exclame Thed Diep, propriétaire de la fruiterie Au Melon Miel. Les piments sont à 3\$ la livre maintenant. Les prix ont explosé. Le transport

Conséquence directe: les marges baissent. «Comme la plupart des commerces, on prend un pourcentage, mais c'est minime, explique Thed Diep. Nos marges peuvent être de 30 % ou 50 % selon que ce

ves face aux grandes chaînes, ajoute le distributeur Martin Prud'homme. Elles ne peuvent se reprendre sur d'autres produits en magasin comme d'autres. Donc, elles achètent juste les quantités nécessaires.»

Cela dit, certaines des fruiteries interrogées par *La Presse Affaires* disent dégager un chiffre d'affaires appréciable. «Ça dépend dans quel secteur on évolue, j'imagine, dit Thed Diep. Certains comptent quatre IGA et Metro dans leur voisinage. Sur Masson, où nous sommes situés, on s'en sort bien. Il y a un Maxi et un Loblaws pas très loin. Mais c'est tout. On est chanceux, car il y a en plus un projet immobilier dans le secteur d'Angus. Ça va amener du monde.»

Secteurs propices

«On sent une baisse chez certains, mais on est chanceux, car on est sur le Plateau Mont-Royal, dit Johanne Buteau, propriétaire de Fruiterie du Plateau. Les ventes sont stables ou en légère croissance. On a nos clients réguliers.» La direction de la chaîne «Citron que c'est bon», en expansion, se réjouit de ses ventes dans ses fruiteries de Mascouche et Longueuil. «Mais on patine pour repartir le magasin de Saint-Hubert, un ancien Valmont, mentionne la présidente Francine Laplante. On ne reprendra plus jamais de magasin de quelqu'un. C'est beaucoup d'énergie.» Groupe Épicia, qui regroupe notamment les bannières Le jardin mobile, espère maintenant que l'hémorragie est stoppée. «Ces dernières années, on aurait dû travailler plus fort dans l'expérience client, admet Michel Charlebois. En mode acquisition, on a grandi au détriment de l'expérience. Mais on prévoit travailler plus fort sur ce point et sur la bonification de l'offre.»

S'adapter à une croissance modeste



RUDY LE COURS ANALYSE

Jusqu'à l'automne, l'expansion canadienne a surpris par sa vigueur. Au point où la plupart des prévisionnistes ont augmenté de un ou deux dixièmes leur projection de croissance pour 2014 autour de 2,5 %. Depuis le début de l'année, ils réduisent en revanche leur pronostic sur l'expansion en 2015, tant plongent les prix de l'énergie et augmente le risque de déflation en Europe. La Banque du Canada fera de même mercredi. Sa projection d'expansion de 2,4 %, plausible en octobre, ne l'est plus. Elle

était basée sur un cours stable du prix du West Texas Intermediate qui était alors de 82\$US le baril. Son prix est maintenant tombé autour de 47\$US. Cela freine la croissance des provinces productrices d'or noir comme l'Alberta et Terre-Neuve-et-Labrador (T.-N.-L.). BMO Marchés des capitaux estime à 0,5 % seulement la croissance albertaine alors qu'à T.-N.-L., il faut plutôt parler de récession. Dans la rédaction de son scénario, la Banque ne fait pas de projection sur le pétrole. Elle se contente de prendre le prix du moment qu'elle utilise pour la période de projection qui ira jusqu'à la fin de 2016. L'année 2017 ne sera incorporée qu'en avril à son scénario, quand seront connus les chiffres complets de 2014. Déjà, dans le *Rapport sur la politique monétaire* (RPM) d'octobre, l'équipe du gouverneur Stephen Poloz avait relevé que, si les prix du brut continuaient de baisser, l'effet serait négatif pour le Canada, même si la consommation des ménages et les exportations manufacturières pouvaient s'en trouver stimulées à court terme.

Assez vite toutefois, les investissements dans le secteur énergétique diminueraient avec des effets négatifs pour les fournisseurs canadiens d'équipements ou de services aux entreprises. Les 1000 licenciements annoncés dernièrement par Suncor confirment la justesse de cette analyse. Parmi les autres risques, la Banque mentionnait une croissance mondiale encore

moins que la croissance de l'économie. Autrement dit, les Canadiens ne sentent plus l'effet de richesse qu'ils ont connu durant toute la décennie précédente au cours de laquelle les prix du pétrole et la valeur de leur monnaie se sont appréciés. La baisse du brut qui s'est poursuivie depuis octobre amènera aussi sans doute la Banque à diminuer sa prévision

Le spectre de la déflation, dont on voit l'ombre déjà dans la zone euro et en Suisse, ne se profile pas chez nous pour autant. En novembre, la progression annuelle de l'indice des prix à la consommation (IPC) se situait à 2,0 %, en baisse de quatre dixièmes par rapport à octobre. Vendredi, on aura le chiffre de décembre qui sera forcément plus faible. La Banque regardera plutôt son indice de référence

Les Canadiens ne sentent plus l'effet de richesse qu'ils ont connu durant toute la décennie précédente au cours de laquelle les prix du pétrole et la valeur de leur monnaie se sont appréciés.

décevante. Elle avait ramené sa prévision pour 2015 de 3,7 % à 3,4 %. La semaine dernière, la Banque mondiale a réduit la sienne de 3,4 % à 3,0 %. Attendons-nous à ce que les autorités monétaires canadiennes en fassent autant. La banque centrale relevait aussi la possibilité que les dépenses des ménages soient plus fortes. Elle avait fixé à 1,3 point sur 2,4 % leur contribution pour l'année en cours. La chute des prix des exportations (induite par le pétrole) ralentit la croissance du revenu intérieur brut (RIB) réel, qui est une bonne estimation du pouvoir d'achat. En octobre, sa progression était projetée à 1,9 %, soit un demi-point de

de croissance du RIB réel. La consommation des ménages va s'atténuer, ce qui ne déplaiera pas trop à la Banque, vu leur niveau très élevé d'endettement. Tout cela pris en compte va avoir pour conséquence de retarder le moment où l'économie canadienne tournera à son plein potentiel. En octobre, la Banque estimait que cela surviendrait au deuxième semestre de l'an prochain. Parions qu'elle jugera que ce ne sera pas avant la fin de 2016, faute de pouvoir projeter plus loin. En conséquence, elle jugera que les pressions inflationnistes qui se sont accrues durant l'été et l'automne vont diminuer, comme elle l'a suggéré déjà en octobre.

qui exclut les huit composantes les plus volatiles de l'IPC, dont l'essence. En novembre, cet indice se situait à 2,1 %. Il sera intéressant de voir de combien il a diminué puisque la dépréciation du huard augmente petit à petit les prix des biens de consommation importés. Quoi qu'il en soit, ce sera deux jours après la publication du RPM où l'on cherchera en vain le moindre indice sur la prochaine direction du taux directeur, fixé à 1 % depuis septembre 2010. Si certains spéculateurs parient sur une baisse, les prévisionnistes remettent à plus tard, fin 2015, voire début 2016, le moment où ils voient une prochaine hausse.

SUDOKU

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations: www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

		3			7		6	
	8	9		4				
		7	1			9	3	
	9	2						7
				3				4
4			7	5		3	8	
	7							
					3		5	1
1		4	2	7				

Niveau de difficulté : MOYEN3098

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

8	5	1	3	7	9	6	4	2
9	4	2	1	6	5	3	8	7
7	6	3	8	2	4	9	1	5
4	9	8	7	3	2	1	5	6
1	2	6	4	5	8	7	9	3
5	3	7	6	9	1	8	2	4
2	7	5	9	1	6	4	3	8
6	1	4	2	8	3	5	7	9
3	8	9	5	4	7	2	6	1

Par Fabien Savary3097

Visite en Belgique La Stratégie maritime dévoilée d'ici juin, promet Philippe Couillard

ANVERS, Belgique — Même si plusieurs aspects de la Stratégie maritime demeurent encore nébuleux, les détails entourant cet engagement électoral seront connus d'ici le mois de juin, a annoncé hier le premier ministre Philippe Couillard. Le dossier a été au cœur de la première journée de M. Couillard en Belgique, où il a visité le port d'Anvers, le premier en Europe au chapitre du trafic commercial maritime avec l'Amérique du Nord en plus d'être

le principal partenaire du port de Montréal. «[Ce partenariat] va être appelé à se développer à cause [de l'accord] de libre-échange avec l'Europe et de l'élargissement du canal de Panama», a-t-il dit, entouré du président de l'autorité portuaire d'Anvers, Marc Van Peel, et le vice-président des opérations du port de Montréal, Daniel Dagenais. Chaque année, plus d'un conteneur sur cinq manutentionnés au port de Montréal a pour origine ou

destination le port d'Anvers, une proportion qui pourrait être appelée à doubler, ont-ils laissé entendre. Selon M. Van Peel, le port de Montréal a un avantage unique, soit celui d'être situé «à l'intérieur» du continent nord-américain, ce qui permet aux transporteurs de conteneurs de se rendre facilement près des Grands Lacs en empruntant le fleuve Saint-Laurent.

— La Presse Canadienne



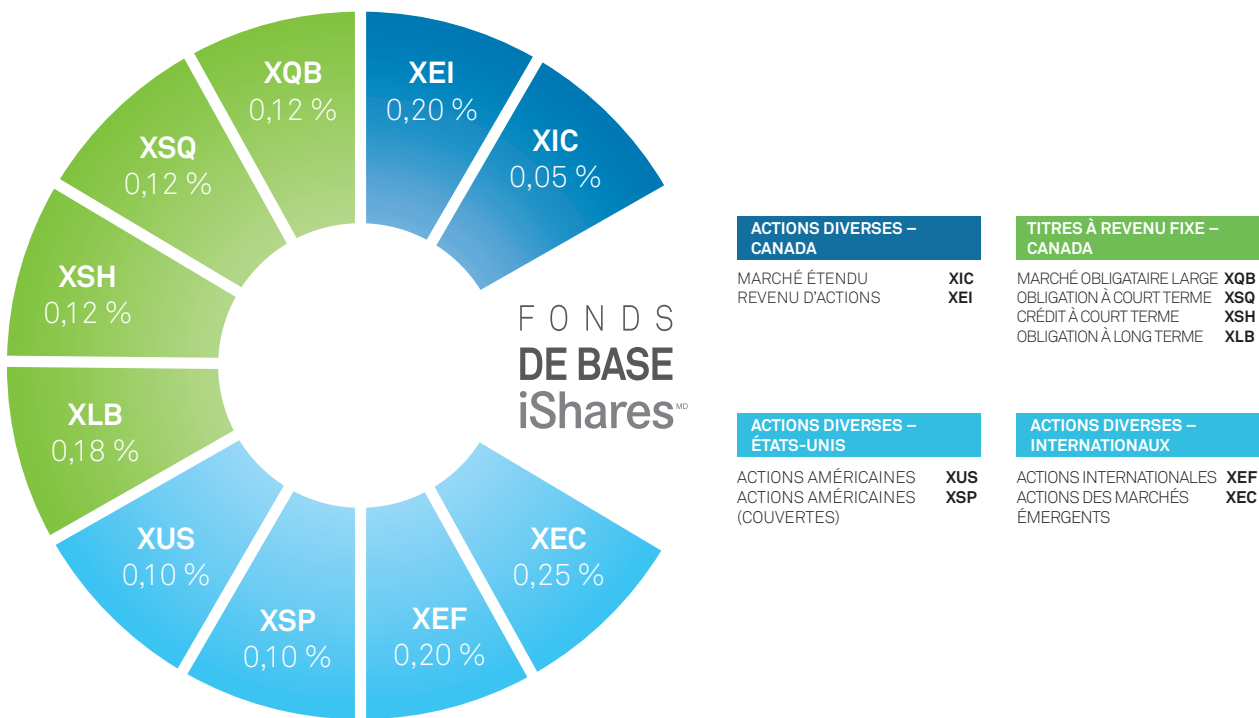
Une façon simple et abordable d'investir au Canada, aux États-Unis et partout ailleurs.

Consolidez vos placements de base.

Les fonds iShares de base pour les investisseurs canadiens sont une gamme de fonds économiques qui vous aide à jeter des fondations solides et abordables à l'aide de catégories d'actif de base. Vous pouvez ainsi renforcer votre base à long terme afin de préserver ce que vous gagnez et de bâtir sur ce que vous avez.

Peu importe vos objectifs de placement, les fonds iShares peuvent vous aider à créer des solutions pour les réaliser.

Visitez le site iShares.ca/core pour en savoir plus.



iShares de BlackRock, gestionnaire de placements auquel les investisseurs du monde entier confient le plus d'argent.*



*Selon un actif sous gestion de 4,65 billions de dollars, le 31 décembre 2014.
Les portefeuilles modèles iShares sont fournis à titre informatif seulement. Il ne s'agit pas de produits d'investissement ni de conseils en placement; ces portefeuilles ne tiennent pas compte des objectifs de placement, de la tolérance au risque ou de la situation financière de tout investisseur en particulier. Les FNB iShares sont gérés par BlackRock Asset Management Canada Limited. Des commissions, des commissions de suivi, des frais de gestion et des dépenses peuvent être associés aux placements dans les FNB iShares. Veuillez lire le prospectus approprié avant d'investir. Les fonds ne sont pas garantis, leur valeur varie fréquemment et leur rendement passé n'est pas indicatif de leur rendement à venir. Les décisions en matière de fiscalité et de placement ainsi que toute autre décision connexe devraient être prises, le cas échéant, à la lumière des conseils d'un professionnel qualifié. © 2015 BlackRock Asset Management Canada Limited. Tous droits réservés. iSHARES et BLACKROCK sont des marques commerciales déposées de BlackRock, Inc. ou de ses filiales aux États-Unis et ailleurs dans le monde. Utilisé en vertu d'une permission. iSC-1256-0814

LA PRESSE AFFAIRES

La renaissance du « miracle indien »



RICHARD DUPAUL

LA PLANÈTE ÉCONOMIQUE

Pendant que ses confrères du BRIC – la Russie et le Brésil en tête – suscitent l’inquiétude et même la méfiance, l’Inde redevient un marché attrayant pour les investisseurs et les gens d’affaires du monde entier.

À preuve: pour la période d’avril à octobre derniers, les investissements directs étrangers (IDE) – un indicateur clé de la confiance des milieux d’affaires envers un pays – ont bondi d’environ 25 % (sur un an) en Inde (à 17,4 milliards US), selon le ministère du Commerce et de l’Industrie. C’est un revirement considérable étant donné que ces entrées de fonds étaient généralement en baisse durant les années précédentes.

À première vue, l’intérêt renouvelé des étrangers est étonnant dans la mesure où la troisième économie d’Asie a vu sa croissance ralentir sous les 5 % par an depuis 2012, au lieu de 8 % et plus antérieurement.

Que se passe-t-il ? Plusieurs analystes répondront à cette question en mentionnant un seul nom: Narendra Modi.

Élu par une marge historique en mai dernier, le nouveau premier ministre indien s’est donné un mandat ambitieux: faire renaître de ses cendres le « miracle indien », ainsi surnommé au début des années 2000, en réformant en profondeur son pays de 1,25 milliard d’habitants. Et le chef d’État charismatique est peut-être en train de relever le défi.

De nombreuses réformes

« À nos yeux, l’Inde est le seul pays à tirer son épingle



PHOTO AMIT DAVE, REUTERS

Aux yeux de bien des observateurs, le premier ministre indien Narendra Modi est le grand responsable du regain d’intérêt des investisseurs étrangers pour l’Inde. Grâce à ses ambitieuses réformes, son pays se démarque au sein du BRIC et pourrait même afficher une croissance supérieure à celle de la Chine d’ici quelques années.

du jeu parmi les [pays] émergents, écrit dans une note financière Alex Tedder, directeur des placements mondiaux à la firme Schroders. Elle

fonctionnaires à leur bureau. Bref, fini le gaspillage. Dans un second temps, Modi a amorcé la conversion du modèle indien avec la

de l’énergie (dont Coal India et le géant hydroélectrique NHPC). Enfin, le Parlement vient d’adopter en décembre une

« À nos yeux, l’Inde est le seul pays à tirer son épingle du jeu parmi les [pays] émergents. Elle constitue un thème d’investissement remarquable. »

— Alex Tedder, directeur des placements mondiaux à la firme Schroders

constitue un thème d’investissement remarquable. »

La révolution Modi a débuté par la réforme de l’État, qui combine une thérapie de choc sur le plan économique et la lutte contre les inégalités.

Sur le plan administratif, Narendra Modi a instauré un contrôle des nominations politiques en vue d’endiguer la corruption endémique dans ce pays, installant même au passage un contrôle biomé-

trique de la présence des campagne « Make in India » (« Fabriquez en Inde »), engagée le 15 septembre, qui vise à donner la priorité à l’industrie, aux exportations et aux technologies. Dans cette foulée, on veut développer les infrastructures du pays et créer 100 villes « intelligentes ».

Parallèlement, New Delhi s’attaque au déficit grâce à des réductions de dépenses et à des privatisations de 10 milliards CAN, incluant des cessions d’actifs dans le secteur

TVA unique – une taxe à la consommation présentée comme la plus grande réforme fiscale depuis l’indépendance du pays.

Mieux que la Chine ?

On pourrait croire que la lune de miel entre les gens d’affaires et le nouveau leader indien risque d’être de courte durée. Sauf que la Banque mondiale vient de donner une certaine crédibilité à la nouvelle ère Modi.

DISCOURS SUR L’ÉTAT DE L’UNION

Obama proposera d’imposer davantage les riches

THE ASSOCIATED PRESS

WASHINGTON — Lors du traditionnel discours sur l’état de l’Union, le président américain Barack Obama proposera au Congrès d’augmenter les impôts des Américains les mieux nantis et d’utiliser ces revenus pour aider la classe moyenne.

La Maison-Blanche a publié des éléments importants de l’allocation que prononcera le président Obama devant les élus américains demain. Les représentants et les sénateurs devraient donner leur accord à une telle hausse d’impôts

pour qu’elle soit promulguée. Plus précisément, M. Obama voudrait abolir des avantages fiscaux sur les successions, qui coûteraient actuellement des centaines de milliards au gouvernement.

Il propose aussi d’augmenter le taux d’imposition sur les gains en capital pour les ménages dont les revenus dépassent les 500 000 \$ à 28 % – le niveau auquel il était sous le président républicain Ronald Reagan. L’administration Obama avait déjà augmenté ce taux d’imposition de 15 à 23,8 %.

Finalement, le président souhaiterait réclamer une commission aux grandes sociétés financières dont les actifs sont évalués à plus de 50 milliards. L’idée avait été lancée précédemment dans la réforme fiscale du représentant républicain David Camp. Ces trois nouvelles mesures pourraient rapporter 320 milliards sur 10 ans, selon les évaluations de l’administration.

Redonner à la classe moyenne

Avec ces nouveaux milliards disponibles, le président accorderait entre autres un allègement fiscal de 500 \$ aux familles

dont les deux parents sont sur le marché du travail. Environ 24 millions de ménages, dont les revenus ne dépassent pas 210 000 \$, seraient admissibles au programme.

Ensuite, le crédit d’impôt pour la garde des enfants pourrait être plus généreux, allant jusqu’à 3000 \$ pour chaque enfant de moins de 5 ans. Environ 5 millions de familles pourraient bénéficier de cette aide financière supplémentaire.

L’administration Obama voudrait aussi consolider les crédits d’impôts alloués à l’éducation, permettant ainsi aux étudiants

de recevoir des montants plus importants.

Le président démocrate voudrait aussi élargir le crédit d’impôt sur le revenu de travail pour inclure les travailleurs sans enfant et les parents qui n’ont pas la garde de leurs enfants.

Finalement, les personnes qui n’ont pas accès à un régime de retraite fourni par leur employeur seraient inscrites automatiquement à un programme de retraite individuel, et l’accès aux régimes de retraite d’employeurs serait élargi pour inclure certains employés à temps partiel.

AVIS LÉGAUX - APPELS D’OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

Appel d’offres

Montréal

Services institutionnels
Gestion et planification immobilière

Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 14 h à la date ci-dessous, au Service du greffe de la Ville de Montréal à l’attention du greffier, 275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134, Montréal (Québec) H2Y 1C6 pour:

Catégorie : travaux

Appel d’offres : 5752

Descriptif : Ateliers municipaux Vieux – Remplacement des fenêtres

Date d’ouverture : 09 février 2015

Dépôt de garantie : 10% de la valeur de la soumission (cautionnement, chèque visé ou garantie bancaire)

Renseignements : pour toute question, s’adresser à immeubles.soumissions@ville.montreal.qc.ca

Visites : Les visites sont individuelles. La date limite pour prendre rendez-vous est le 26 janvier 2015, à 14 heures. Les visites auront lieu du 22 janvier 2015 au 28 janvier 2015 inclusivement, selon l’horaire suivant : 9h00 heures, 10h00 heures, 11h00 heures et 14h00 heures.

Pour prendre rendez-vous, s’adresser à immeubles.soumissions@ville.montreal.qc.ca

Documents : Les documents relatifs à cet appel d’offres seront disponibles à compter du 19 janvier 2015

Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s’adressant au Service électronique d’appels d’offres (SEAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7236 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SEAO.

Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l’identification fourni en annexe du document d’appel d’offres.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux du Service du greffe à l’Hôtel de ville, immédiatement après l’expiration du délai fixé pour leur réception.

La Ville de Montréal ne s’engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n’assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Montréal, le 19 janvier 2015

Le greffier de la Ville
M^{re} Yves Saindon

Appel d’offres

Montréal

Direction générale adjointe – Services institutionnels
Service de l’approvisionnement

Appel d’offres : 14-14130

Maintenance des serveurs du système de réparation de la Police STI

L’ouverture des soumissions prévue pour le 19 janvier 2015 est reportée au 26 janvier 2015 à 14 h dans les locaux du Service du greffe de l’hôtel de ville.

Montréal, le 19 janvier 2015

Le greffier de la Ville
M^{re} Yves Saindon

Avis de la première assemblée des créanciers
(paragraphe 102(4) de la Loi)

Dans l’affaire de la faillite de Société en commandite Origine Tremblant.

Avis est par les présentes donné que la faillite de Société en commandite Origine Tremblant de 280-1100, avenue des Canadiens-de-Montréal, Montréal QC H3B 2S2, est survenue le 7 janvier 2015, et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 28 janvier 2015 à 10 heures, au Bureau du surintendant des faillites, Édifice Sun Life, 1071-1155, rue Metcalfe, Montréal QC H3B 2V6.

RICHTER

Richter Groupe Conseil Inc.
1981, McGill College
Montréal (Québec) H3A 0G6
T. 514.934.3400 / 1.888.805.1793
F. 514.934.8603

Appel d’offres

Montréal

Direction générale adjointe – Services institutionnels
Service de l’approvisionnement

Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 14 h à la date ci-dessous, au Service du greffe de la Ville de Montréal à l’attention du greffier, 275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134, Montréal (Québec) H2Y 1C6 pour:

Catégorie : Biens et services

Appel d’offres : 15-14009

Descriptif : Entretien sanitaire du stade de soccer de Montréal

Date d’ouverture : 4 février 2015

Dépôt de garantie : 10 % (Cautionnement et/ou chèque visé)

Renseignements : Badre Eddine Sakhi, agent d’approvisionnement : 514 872-4542

Documents : Les documents relatifs à cet appel d’offres seront disponibles à compter du 19 janvier 2015.

Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s’adressant au Service électronique d’appels d’offres (SEAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7236 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SEAO.

Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l’identification fourni en annexe du document d’appel d’offres.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux du Service du greffe à l’Hôtel de ville, immédiatement après l’expiration du délai fixé pour leur réception.

La Ville de Montréal ne s’engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n’assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Montréal, 19 janvier 2015

Le greffier de la Ville
M^{re} Yves Saindon

Appel d’offres

Ahuntsic Cartierville
Montréal

Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 11 h à la date ci-dessous, au bureau d’arrondissement d’Ahuntsic-Cartierville à l’attention du secrétaire d’arrondissement, 555, rue Chabanel Ouest, bureau 600, Montréal, H2N 2H8, pour:

Catégorie : Travaux de voirie, d’aqueduc et d’égout

Appel d’offres : S2015-001

Descriptif : Reconstruction de l’égout unitaire, de la conduite d’eau secondaire, de la chaussée et de trottoirs, là où requis, et construction d’un îlot central et de nouvelles saillies dans la rue De Martigny, entre les boulevards Henri-Bourassa Est et Gouin Est – Arrondissement d’Ahuntsic-Cartierville

Date d’ouverture : 5 février 2015

Dépôt de garantie : Cautionnement représentant 10% du montant de la soumission

Renseignements : Jasmin Fournier, ingénieur jasmin.fournier@ville.montreal.qc.ca

Documents : Les documents relatifs à cet appel d’offres seront disponibles à compter du 19 janvier 2015

Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s’adressant au Service électronique d’appels d’offres (SEAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7236 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Internet www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SEAO.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement au bureau de l’arrondissement immédiatement après l’expiration du délai fixé pour leur réception.

La Ville de Montréal ne s’engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n’assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

DONNÉ à Montréal, ce dix-neuvième jour de janvier deux mille quinze.

Chantal Châteaufort
Secrétaire d’arrondissement

Appel d’offres

Montréal

Service des finances
Avis aux contribuables

Le rôle de perception de la Ville de Montréal de l’exercice financier 2015 est complété et a été déposé au bureau du soussigné. Les comptes de taxes seront envoyés d’ici la fin du mois de janvier.

Rôle de perception :

- Taxes foncières
- Taxes spéciales (améliorations locales et autres taxes)

Montréal, le 19 janvier 2015

Le trésorier
Yves Courchesne

Appel d’offres

Montréal

Services institutionnels
Gestion et planification immobilière

Catégorie : travaux

Appel d’offres : 5754

Descriptif : Travaux d’étalement temporaire, usine d’eau potable Atwater

L’ouverture des soumissions prévue pour le 19 janvier 2015 est reportée au 26 janvier 2015 à 14h00 au Service du greffe de la Ville de Montréal à l’attention du greffier, 275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134, Montréal (Québec) H2Y 1C6.

Montréal, le 19 janvier 2015

Le greffier de la Ville
M^{re} Yves Saindon